



L'UE estime qu'il est antisémite de qualifier Israël «I dâ??tat dâ??apartheid

Description

Par Ali Abunimah, le 23 janvier 2023



Le chef de la politique étrangère de l'UE, Josep Borrell, a rejeté la conclusion d'Amnesty International selon laquelle Israël perpétue le crime d'apartheid. Euc/ROPI

Il est antisémite de dire qu'Israël perpétue le crime d'apartheid à l'encontre du peuple palestinien, selon l'Union européenne.

Cela signifierait que les principaux groupes de défense des droits, dont Human Rights Watch, Amnesty International et l'organisation israélienne B'tselem qui est financée par l'UE sont coupables de haine anti-juif, selon Bruxelles.

Cette déclaration extraordinaire de l'UE a été faite en réponse à une question de plusieurs membres pro-israéliens du Parlement européen adressée à l'organe exécutif de l'UE, la Commission européenne.

Les législateurs ont déclaré que le rapport d'Amnesty International de février dernier « allègue que l'apartheid était inhérent à la fondation de l'État d'Israël en 1948 et a été construit et maintenu par les gouvernements israéliens successifs. »

Les législateurs ont demandé si le chef de la politique étrangère de l'UE, Josep Borrell, considérait également Israël comme un « État d'apartheid ».

Ils ont également voulu savoir si Borrell considère le rapport d'Amnesty comme « antisémite » selon la définition de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), « tout d'abord qu'il prétend que l'existence de l'État d'Israël est une entreprise raciste (c'est-à-dire un État d'apartheid). »

« Pas approprié »

Les législateurs pro-Israéliens devraient être pleinement satisfaits de la réponse écrite de Borrell publiée le 20 janvier.

« La Commission considère qu'il n'est pas approprié d'utiliser le terme apartheid en relation avec l'État d'Israël », a écrit Borrell.

Borrell a affirmé le recours de l'UE à la définition de l'antisémitisme dite IHRA et a souligné : « Affirmer que l'existence d'un État d'Israël est une entreprise raciste fait partie des exemples illustratifs inclus dans la définition de l'IHRA. »

La définition hautement politique de l'IHRA, fortement promue par Israël et son lobby, a fait l'objet d'une large opposition en raison des craintes qu'elle soit utilisée principalement de la manière dont Borrell la déploie maintenant : pour qualifier faussement les critiques légitimes d'Israël et de ses crimes de haine anti-juif.

Borrell n'a fourni aucune base factuelle pour rejeter les recherches minutieuses de multiples groupes de défense des droits de l'homme montrant comment Israël perpétue l'apartheid, un crime grave contre l'humanité couvert par le Statut de Rome, le traité fondateur de la Cour pénale internationale.

Mais il a poursuivi en affirmant l'adhésion rituelle et vide de l'UE à « une solution négociée de deux États ».

Crime contre l'humanité

En droit international, le crime d'apartheid est défini comme « des actes inhumains commis dans le but d'établir et de maintenir la domination d'un groupe racial de personnes sur tout autre groupe racial de personnes et de les opprimer systématiquement ».

Batslem, le groupe de défense des droits de l'homme soutenu par l'UE, a déclaré en janvier 2021 qu'Israël applique « un régime de suprématie juive du fleuve Jourdain à la mer Méditerranée » à toute la zone qui englobe Israël, la Cisjordanie occupée et la bande de Gaza.

« C'est de l'apartheid », a conclu Batslem.

Le nouveau gouvernement israélien a pris ses fonctions en proclamant ouvertement son attachement à la suprématie juive et donc aux politiques d'apartheid nécessaires à son maintien.

« Le peuple juif a un droit exclusif et inaliénable sur toutes les parties de la Terre d'Israël », a déclaré la nouvelle coalition, promettant de « promouvoir et développer la colonisation de toutes les parties de la Terre d'Israël en Galilée, dans le Néguev, dans le Golan et en Judée et Samarie. »

Le plateau du Golan est un territoire syrien occupé, tandis que « Judée et Samarie » est la terminologie sioniste pour désigner la Cisjordanie occupée.

À la suite de cette déclaration, M. Borrell a déclaré aux nouveaux dirigeants israéliens qu'il était impatient de travailler avec vous à l'amélioration des relations UE-Israël.

En d'autres termes, l'engagement de l'UE envers le régime d'apartheid d'Israël et son opposition aux droits des Palestiniens restent solides comme un roc.

Source : [The Electronic Intifada](#)

Traduction AC pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. apartheid
2. Borell
3. UE
4. Union Européenne

date créée
2023/01/25